

Le caractère de l'exploitation

Il serait absurde de nier l'existence de l'exploitation en Russie. La bureaucratie exploite les ouvriers, la masse des paysans « kolkhoziens » ; elle exploite les territoires nouvellement conquis. Mais ce n'est pas une exploitation capitaliste, parce qu'elle n'a pas pour base des rapports de production capitalistes. Il existe réellement du travail salarié en Russie, même à un degré plus élevé qu'avant la Révolution d'Octobre, mais le système salarié en Russie n'est pas fondé sur l'ancien conflit entre les propriétaires privés des moyens de production et les ouvriers dépourvus de propriété. Le travail salarié n'est plus la source de profits capitalistes. La bureaucratie soviétique utilise différentes formes d'exploitation datant d'époques antérieures, telles que salariat, monopolarisation de moyens de consommation, esclavagisme. Oui, il existe de l'esclavage en U.R.S.S., mais cela veut-il dire que nous pouvons parler de l'existence d'éléments de l'ancienne société esclavagiste en Russie ? Evidemment non ! Les exploités n'utilisent pas ces méthodes en tant que classe de proprié-

taires privés des moyens de production, des moyens de consommation ou de la force de travail des esclaves.

Et pourtant, les camarades de la majorité appellent « capitaliste » la différenciation résultant de cette exploitation. Même les différences extérieures de forme dans lesquelles les privilégiés eux-mêmes sont des employés d'Etat « salariés » devraient les inciter à repenser la question. La différenciation capitaliste est, après tout, surtout la différence de classe entre bourgeoisie et prolétariat.

Revenons là où nous avons commencé. La majorité britannique nous a donné une théorie des tendances capitalistes qui est en contradiction absolue avec son rejet correct et instinctif de la perspective d'un effacement rapide du régime soviétique. Si leur conception était correcte, on ne saurait expliquer comment la bureaucratie put priver les ouvriers de leur pouvoir politique, accomplir la collectivisation et l'industrialisation et s'assurer d'immenses privilèges, traverser les épurations, se maintenir dans

la guerre contre l'invasion impérialiste et en même temps soumettre les masses, et, enfin, après la guerre, étendre ses mains vers l'Ouest, afin d'étouffer la révolution, et en même temps transformer les formes bourgeoises de production conformément à ses propres intérêts.

Cet article ne défend en aucune façon le point de vue de la majorité britannique, comme on peut le voir à son contenu. Il ne peut épuiser complètement et définitivement la question. Il ne fut écrit que pour montrer les erreurs contenues dans la résolution du C.C., dans les discours prononcés dans la discussion du C.C. pour défendre cette résolution — tels qu'ils furent publiés — et dans l'article du camarade Haston. Des erreurs sont inévitables dans une telle discussion. Il n'est pourtant pas permis aux camarades de justifier leurs erreurs par la lutte contre le « shachtmanisme » qui ne peut être battu en présentant une fausse théorie.

La faiblesse de la conception de Shachtman réside dans un autre domaine, non là où la cherchaient les camarades de la majorité britannique. Mais ça, c'est une autre question. 19 août 1946

Encore sur la question russe

par R. GUERIN

(à propos du texte du camarade Germain)

Le texte présenté au Congrès par la majorité du C.C. (actuellement minorité) et intitulé « L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre » reprend les thèses traditionnelles sur l'U.R.S.S. Notre position à ce sujet est connue, et nous ne répéterons pas ce que nous avons déjà dit sur la question, avant, pendant et après le Congrès, mais il nous faut répondre aux arguments du texte critiquant notre position, ce que nous n'avons pu faire avant le Congrès, le texte en question ayant été distribué trop tard.

A propos du terme « impérialisme bureaucratique », appliqué à l'U.R.S.S. par Daniel Logan et repris par notre tendance, l'ex-majorité nous fait remarquer que l'U.R.S.S., contrairement aux pays impérialistes, souffre de pénurie et non de pléthore de capitaux ; que l'expansionnisme de l'U.R.S.S. a pour but la recherche de sources de matières premières, de produits finis, en ne tenant compte que des besoins de la production. Ainsi, lorsque l'U.R.S.S. déclare à l'Iran qu'elle est prête à retirer ses demandes de concessions pétrolières à condition que se constitue une société irano-russe du pétrole dans laquelle elle, l'U.R.S.S., posséderait 51 % des actions, lorsqu'en Hongrie elle accepte comme indemnité de guerre 50 % des actions du pétrole et de la bauxite, il ne s'agit pas d'impérialisme, mais de recherche de sources de matières premières, en ne tenant compte que des besoins de la production.

Le tout est de s'entendre sur le sens du mot « impérialisme ». Il n'a pas défini uniquement la période du capitalisme pourrissant, puisque, dans l'antiquité même, il est question d'un impérialisme macédonien, d'un impérialisme romain. Il a donc un sens plus étendu que celui que lui donnent nos camarades de l'ex-majorité du C.C. Il est vrai que Lénine, dans l'impérialisme, dernière étape du capitalisme, étudie en bonne place, parmi les caractéristiques de l'impérialisme moderne, l'exportation des capitaux dans le but du profit. Telle est, en effet, la tendance des grands impérialismes actuels, Etats-Unis, Grande Bretagne. Mais la Russie tsariste souffrait-elle de pléthore de capitaux ? On la considérait néanmoins, dans le mouvement ouvrier, comme un impérialisme, faible, il est vrai, mais comme un impérialisme quand même ; on disait d'elle qu'elle était « Le chaînon le plus faible dans la chaîne de l'impérialisme ». La Tchécoslovaquie ne fut jamais en mesure d'inonder de ses capitaux le marché extérieur ; cependant Trotsky la caractérisait en 1938 comme un Etat impérialiste, à cause de la prédominance du capital monopolisateur à l'intérieur du pays et de l'oppression des minorités nationales. Il nous semble donc juste d'appliquer le terme d'impérialisme à l'U.R.S.S. qui, aujourd'hui, exporte des capitaux (quel que soit le but de cette exportation), surexploite le prolétariat des pays occupés, démantèle les usines allemandes, envoie au

travail forcé des millions d'esclaves. Cependant, soucieux de ne pas créer de nouvelles confusions, et conscients des différences existant encore entre l'U.R.S.S. et les autres grandes puissances, avec Daniel Logan, nous croyons nécessaire d'ajouter au terme « impérialisme » l'adjectif « bureaucratique », qui l'explique et le clarifie.

Au sujet des mesures dites progressives prises par l'armée rouge dans les pays du « glacis », le camarade Munis répond à la question dans sa brochure *Les Révolutionnaires devant la Russie et le Stalinisme mondial*, en montrant (page 36) que dans aucun pays la nationalisation et l'expropriation des terres n'ont été une mesure générale. Les grands propriétaires qui surent à temps se transformer en amis de Staline, les maisons régnautes et l'Eglise orthodoxe n'ont pas été expropriés. Les nationalisations, qui, pas plus que celles de France, ne changent quoi que ce soit à la nature de classe de l'Etat, ont eu un caractère de représailles militaires. Bien plus, en Finlande, par exemple, les Russes se sont opposés aux nationalisations prévues par le gouvernement. Il n'y a donc pas plus lieu de soutenir les « mesures progressives » prises par les Russes dans le glacis que celles prises par les Américains au Japon, où ils ont mis fin à la conception théocratique de l'empire.

Il n'est pas nécessaire de répondre longuement à l'argument de « l'appui